

SANCTIONS INTERNATIONALES CONTRE LA RUSSIE IMPACT SUR SON INDUSTRIE DE DÉFENSE & CONSÉQUENCES SUR LA RELATION FRANCO-RUSSE





Avant-propos

Conséquence directe de l'invasion russe de l'Ukraine depuis le 24 février 2022, la Russie est désormais le pays détenteur du plus grand nombre de sanctions au monde. Destinées à ralentir son économie et à concourir au tarissement des sources de financement de l'effort de guerre russe, les mesures de rétorsion couvrent un large spectre : des milliers d'individus et leurs proches sont visés, ainsi qu'une longue série d'entreprises constituant le cœur de la BITD russe, perçue comme fournissant une aide directe à la campagne militaire menée par le Kremlin en Ukraine.

A court-terme, cet ensemble de mesures économiques et commerciales aura certainement un impact. Pour l'année 2022, la Coface prévoit une récession de 7,5% du PIB russe, avec une inflation moyenne annuelle de 23%. Le choc est certain : les industriels russes - et en particulier ceux de la défense - souffrent de pénuries sévères en composants, notamment en semi-conducteurs, ce qui handicape fortement leur activité, conduisant un certain nombre d'entre elles à ralentir, voire stopper leur production.

Pour autant, la Russie a appris depuis 2014 à reparamétrer son économie pour faire face à un régime de sanctions déjà sévère à l'époque. Si ce régime, après l'invasion du 24 février, évolue vers une rigueur et une massivité sans précédent, il se pourrait qu'à moyen-terme Moscou choisisse d'intensifier cette reconfiguration de son économie en se tournant vers de nouveaux fournisseurs et débouchés pour ses systèmes. Un pivot vers la Chine et l'Inde - partenaires de première importance pour Moscou - serait sérieusement envisagé par le Kremlin, des pays non alignés sur les positions du bloc occidental.

Il est encore trop tôt pour évaluer précisément les impacts financiers et économiques des sanctions qui pèsent sur l'écosystème industriel russe. Il convient à cet égard de questionner la propension réelle du pays à reconfigurer rapidement, à moyen terme, non seulement ses sources d'approvisionnement stratégiques, mais également ses débouchés commerciaux. Les stratégies de contournement présentes et à venir (en cours de déploiement), couplées aux politiques de substitutions des importations, de diversification des partenaires et de développement de briques et segments technologiques en l'état non-maîtrisées pour pallier la perte de sous-traitants occidentaux, soulèvent plusieurs interrogations sur la dimension structurelle de la BITD russe, et dont les réponses sont au cœur de ce dossier.

Dans ce contexte, la France n'a pas à craindre d'un contre-coup des sanctions, ses relations commerciales avec Moscou s'amenuisant avec le temps. Depuis plus d'une décennie maintenant, elle s'éloigne progressivement de la tradition gaulliste du non-alignement en faisant corps avec le bloc occidental constitué de l'Union Européenne et des Etats-Unis. Ses relations avec la Russie suivront fort probablement celles que le bloc euro-atlantiste choisira d'entretenir avec le Kremlin.

PARTIE 1

-

LE DISPOSITIF DES SANCTIONS CONTRE LA BASE INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE DE DÉFENSE (BITD) DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

6

Définitions

7

Régimes juridiques

8

L'appareil des sanctions

15

La Russie face aux sanctions

DÉFINITIONS

Qu'est-ce qu'une sanction ?

Une sanction est un instrument de politique étrangère visant à réprimander le comportement d'un Etat ayant enfreint le droit international ou dont les intérêts menacent ceux de l'entité émettrice. Elle peut être édictée par un Etat, un groupe d'Etats ou une organisation internationale telle que l'ONU ; à l'encontre de personnes physiques ou morales - ressortissantes d'un ou des États sanctionnés – ou de l'Etat lui-même. Une sanction peut être de nature commerciale, financière ou monétaire.

Les sanctions sont prononcées en réaction aux agissements d'Etats qui enfreignent le droit international, parfois les grands principes qui fondent celui-ci : non-respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, répression interne des opposants ou de mouvements contestataires, agression d'autres Etats¹.

Les types d'émetteurs de sanctions

- ❑ **Les sanctions édictées par l'ONU** : l'ONU est en droit, en vertu du chapitre VII de sa charte fondatrice, d'édicter des sanctions « ciblées » contre des entités (personnes physiques ou morales, individus ou Etats). Le Conseil de Sécurité, via une résolution, décide de leur nature et invite les membres des Nations unies à les appliquer (rupture des voies de communication, rupture des relations diplomatiques, etc.).
- ❑ **Les sanctions édictées par l'Union européenne** : ces sanctions sont émises au titre d'une prise de position commune des pays de l'UE, et sont une composante de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE. Elles sont mises en œuvre dans le cadre d'un règlement du Conseil Européen ou de la Commission européenne, qui est obligatoire dans toutes ses dispositions et applicable directement dans l'ordre juridique des Etats-membres. Il appartient également à l'UE de transposer dans son ordre juridique interne les mesures de sanction prises par le Conseil de sécurité des Nations unies.
- ❑ **Les sanctions édictées par un Etat** : les Etats de l'Union européenne doivent appliquer à leur niveau les sanctions édictées par l'UE et par le Conseil de sécurité des Nations Unies. La France peut enclencher des mécanismes de sanctions en vertu des articles de son code monétaire et financier (L151-2 et L562-1 et suivants). L'Etat qui pratique le plus l'imposition de sanctions économiques sont les Etats-Unis : au motif de lutter contre la corruption, les atteintes aux droits de l'homme, ou même à la suite de différends commerciaux, les Etats-Unis ont fait passer plusieurs lois à l'encontre d'un certain nombre de pays (loi Helms-Burton contre Cuba, d'Amato-Kennedy contre l'Iran et la Libye). Ainsi, en 2001, 75 des 193 Etats du monde seraient touchés par des sanctions unilatérales, soit fédérales, soit édictées par des Etats².

RÉGIMES JURIDIQUES



Union européenne : les sanctions sont adoptées par le Conseil européen à l'unanimité. La sanction est prononcée dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). La décision du conseil s'accompagne d'un règlement qui définit le périmètre de la sanction ainsi que les modalités de sa mise en œuvre. Les décisions du Conseil s'appliquent en général 12 mois alors que les règlements ont une durée indéterminée. Le Conseil examine régulièrement les sanctions et peut décider de les proroger, d'en modifier la teneur ou de les suspendre.



Au niveau des Nations unies, les sanctions sont prises en vertu de l'article 41 du chapitre VII de la Charte des Nations Unies par le Conseil de Sécurité. Une liste récapitulative est publiée et applicable à tous les Etats-membres. Le Conseil de Sécurité compose les sanctions et les appuie d'une résolution qui indique leur périmètre et leur durée de validité. Comme l'ONU n'a pas de pouvoir normatif direct, les sanctions doivent être transposées au sein de l'ordre juridique interne des Etats-membres.



Au niveau des Etats-Unis, c'est le gouvernement fédéral qui émet les sanctions. Celles-ci sont alors appliquées par l'Office of Financial Assets Control (OFAC) qui tient à jour ces sanctions pour le compte du Trésor américain. Les sanctions américaines sont appuyées par un « Executive Order ». L'OFAC peut choisir de faire appliquer des sanctions « globales » (contre des Etats) et des sanctions ciblées visant des personnes physiques ou morales.



Les sanctions britanniques intègrent les listes de sanctions des Nations unies et de l'Union Européenne, en plus des sanctions que le Royaume-Uni prend à titre d'Etat souverain : il s'agit des sanctions du « Trésor de Sa Majesté », appliquées par l'Office of Financial Sanctions Implementation (OFSI). Elles s'appliquent aux institutions financières, aux citoyens britanniques et des territoires d'outre-mer britanniques.



Les sanctions françaises intègrent celles de l'Union européenne et des Nations unies. Le ministère des affaires étrangères oriente la politique des sanctions et s'associe au besoin au ministère de l'économie. La DG-Trésor tient à jour la liste des entités sanctionnées financièrement. D'autres directions peuvent être compétentes selon les domaines concernés.



Les sanctions australiennes intègrent celles des Nations Unies ainsi que celles prises par l'Australie elle-même en autonomie. Elles sont mises en œuvre par le Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), le ministère des affaires étrangères et du commerce. Elles s'appliquent aux institutions financières et aux citoyens australiens, y compris ceux basés à l'étranger.

Les sanctions et les contre-sanctions

L'appareil des sanctions



Les personnes physiques ou morales ciblées parce qu'elles jouent un rôle dans l'invasion de l'Ukraine par la Russie.



Les entreprises du complexe militaro-industriel russe, ainsi que d'autres secteurs stratégiques venant en renfort du premier, comme celui des transports, le secteur énergétique, la banque et la finance.



Les militaires impliqués directement dans les processus de décision et les actions menées en Ukraine (État-major, hauts-gradés).

**QUI EST
CONCERNÉ
PAR LES
SANCTIONS**

?



Les hommes et femmes politiques, hauts fonctionnaires, ainsi que les parlementaires (membres de la Douma) qui avalisent les actions des militaires.

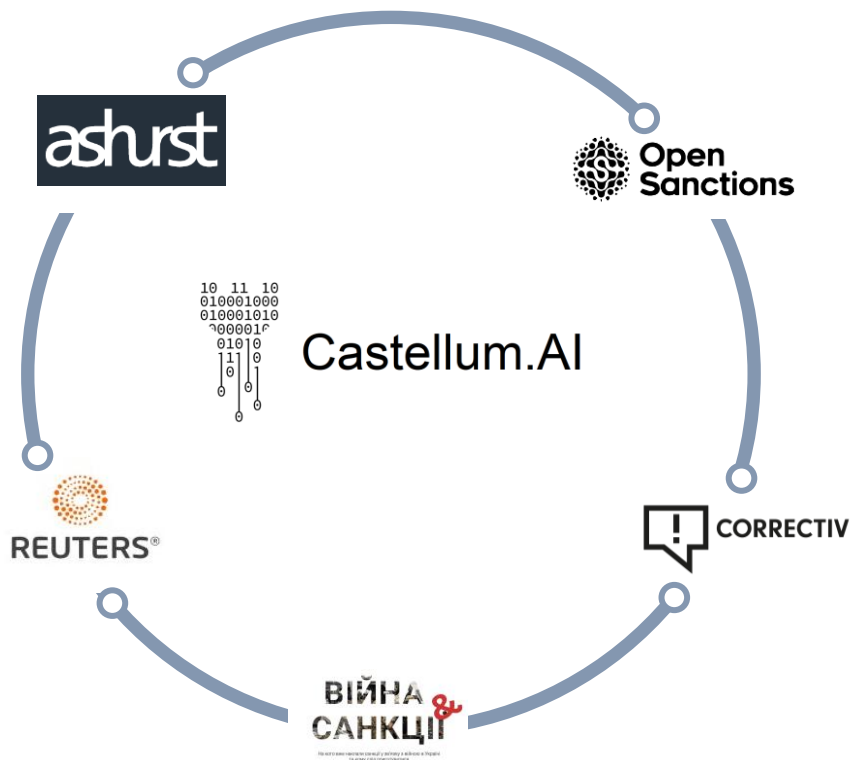


...mais également un « halo » d'individus liés plus ou moins directement aux opérations militaires russes (épouses, fils et filles d'oligarques par exemple).

Les sanctions et les contre-sanctions

L’appareil des sanctions

Plusieurs traceurs de sanctions ont été exploités afin d’avoir une vue d’ensemble du dispositif :



Le tableau de bord édité par la société [Castellum AI](#) compile des données relatives à la conformité et au contrôle des exportations, donnant accès à un tableau de bord. Il permet d’avoir une représentation graphique du dispositif des sanctions, sans s’exposer aux irrégularités et aux différences de méthodologies entre les autres bases de données.

Castellum AI agrège les données de plusieurs listes officielles, les nettoie, les enrichit et met à jour ses résultats toutes les semaines. Les sources utilisées incluent, entre autres, le SECO suisse (Secrétariat d’Etat à l’Economie) et l’OFAC (Office of Foreign Asset Control) américain. En tout, plus de 900 listes de surveillances sont compilées. Castellum AI compile les données européennes, mais également les listes des pays membres de l’UE ayant leurs propres listes de sanctions. C’est le cas de la France, où le listage des sanctions est assuré par France Trésor. En revanche, des États comme la Bulgarie, l’Allemagne et l’Italie n’ont pas de listes nationales de sanctions : elles transposent dans leur ordre juridique interne les sanctions imposées par l’Union européenne.

Répartition des sanctions : personnes physiques / personnes morales

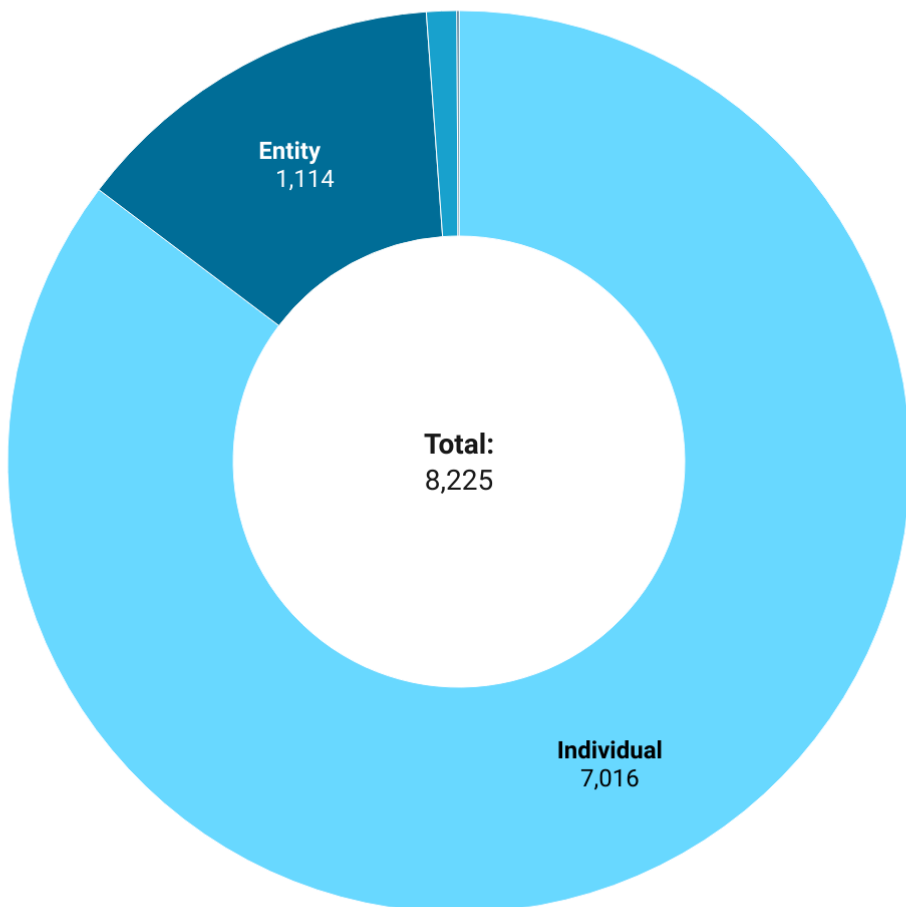
Les individus (personnes physiques) sont sensiblement plus nombreux à être sanctionnés que les personnes morales selon Castellum AI (chiffres du 23/06/2022) : ils forment environ 85% du total. Ce pourcentage comprend notamment les parlementaires russes (membres de la Douma d'État) ayant avalisé l'invasion russe, les militaires mais aussi les hommes et femmes de médias, les oligarques, les dignitaires russes et enfin biélorusses étroitement liés à l'État russe, ainsi que leurs proches immédiats (épouses et enfants).

Les entités (personnes morales) constituent 13,5% environ du total des sanctions, et les bâtiments navals et aériens concernent 1,15% des sanctions.

Sanctions Targeting Russia by Type

Since 22 February

■ Individual (7,016) ■ Entity (1,114) ■ Vessel (89) ■ Aircraft (6)



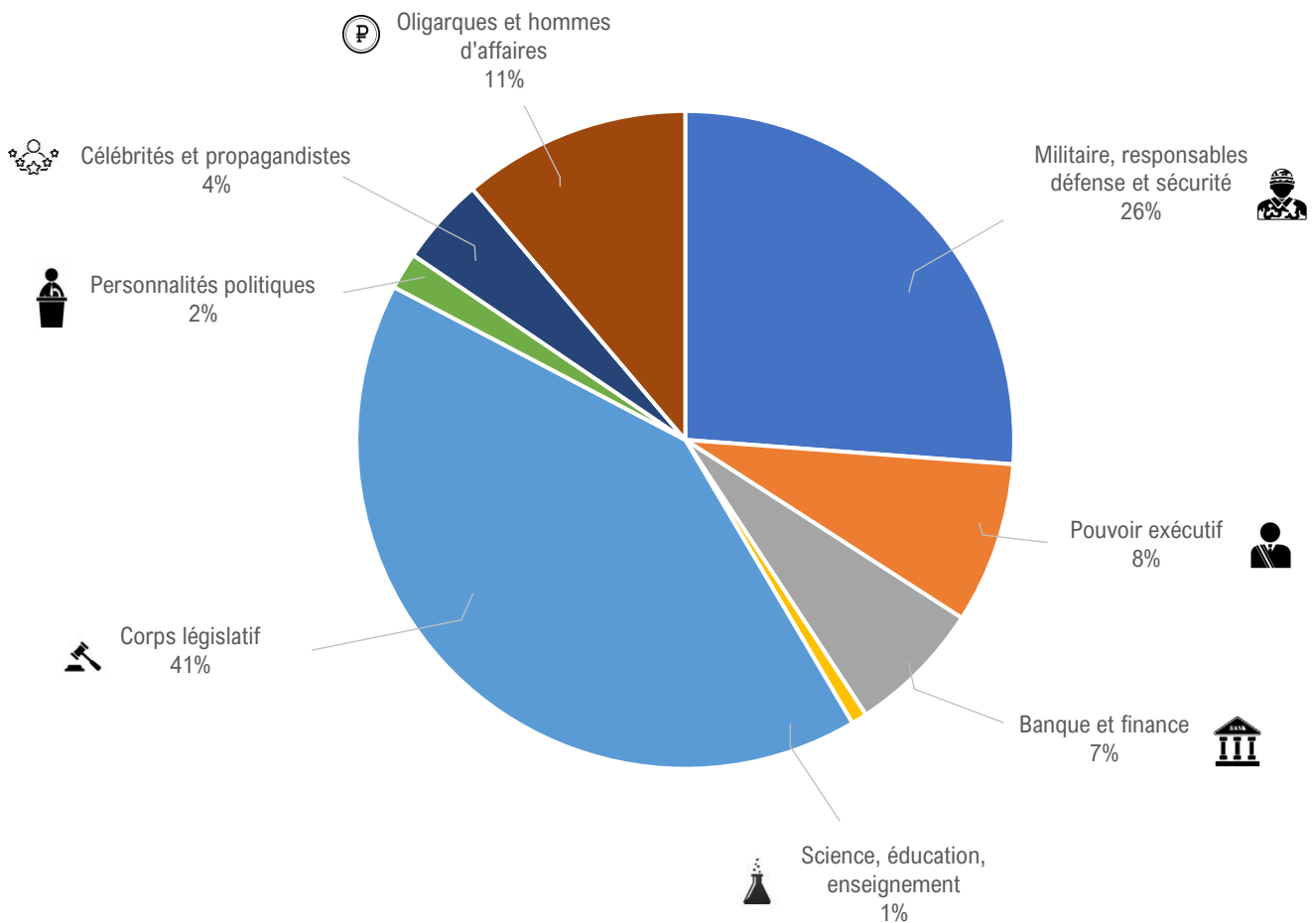
Includes designations from: Australia, Canada, EU, France, Japan, Switzerland, UK, and US.

Source: Castellum.AI • Created with Datawrapper

Répartition des sanctions : personnes physiques / personnes morales

Personnes physiques sanctionnés par catégories

Les deux principales catégories d'individus sanctionnés sont les parlementaires (membres de la Douma d'Etat notamment), qui constituent plus de 40% du total et les militaires et autres responsables défense et sécurité (plus de 25%). Viennent en troisième position les oligarques, hommes d'affaires et investisseurs dont on juge qu'ils ont facilité, par leurs affaires, l'invasion de l'Ukraine.



Chiffres et catégories du site « Guerre et sanctions » - Extraits le 06/06/2022

NB : la catégorie « Autres » a été ignorée pour se focaliser sur les catégories essentielles telles que les militaires et les parlementaires notamment.

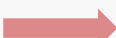
Les personnes morales

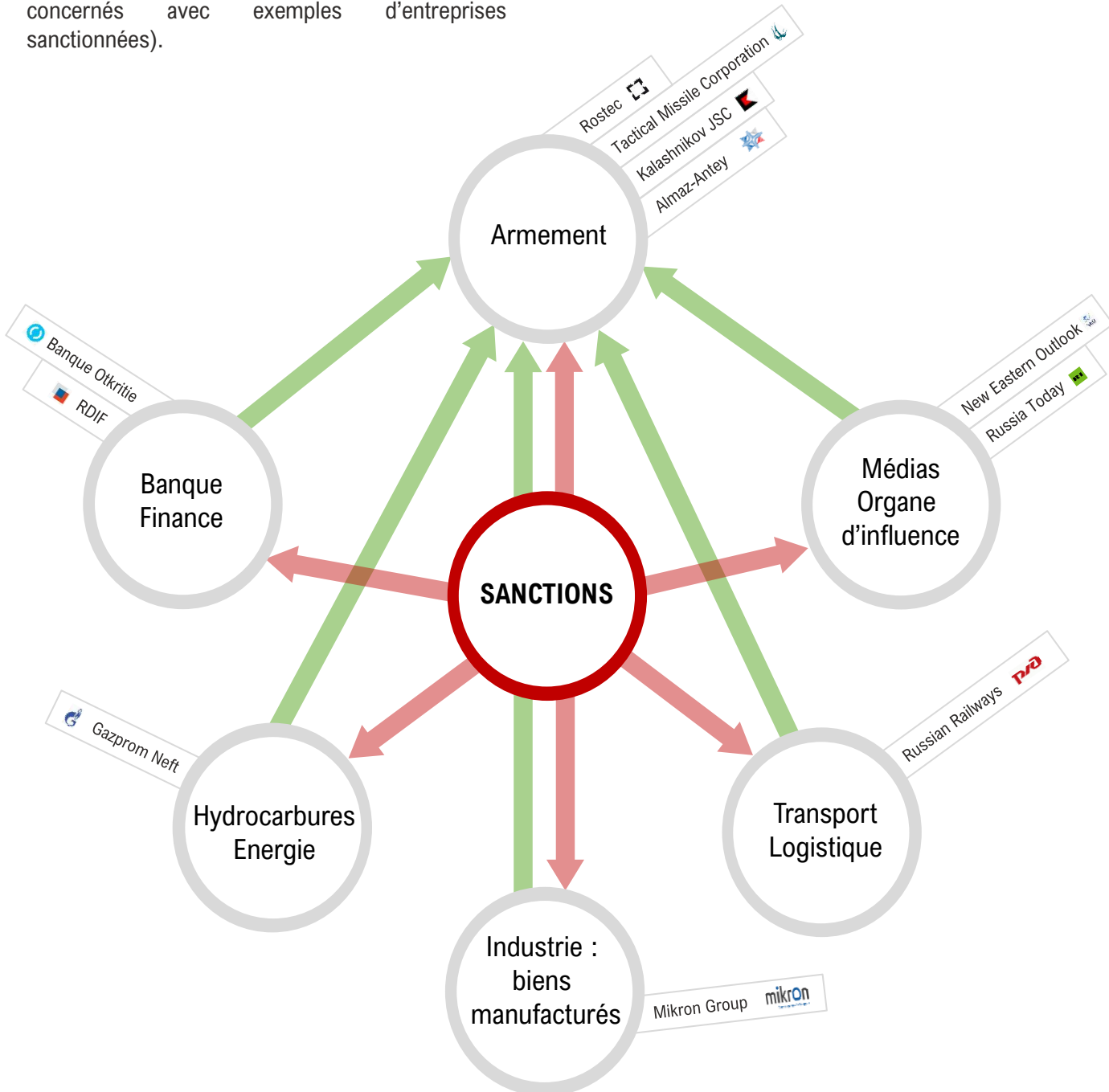
Les sanctions visent à frapper des entités de toutes natures accusées d'apporter une aide directe ou indirecte à l'agression russe contre l'Ukraine.

Les entreprises du complexe militaro-industriel figurent en bonne place parmi les cibles, mais également des médias, diverses agences et des banques sont également incluses dans les entités sanctionnées (cf. schéma ci-dessous : secteurs concernés avec exemples d'entreprises sanctionnées).

Légende :

Aide (matérielle ou morale) 

Sanction (gel d'avoirs, restrictions financières ou commerciales) 



La consistance des sanctions

Les différents types de sanctions appliqués par les États, l'Union européenne et les Nations unies.

Sanctions diplomatiques

- ↳ Interruption des relations diplomatiques avec le pays cible
- ↳ Rappel des représentants diplomatiques du pays émetteur de sanctions
- ↳ Suspension de vote : la République Tchèque et la Lettonie ont décidé de ne plus accorder de vote aux représentants russes. La République Tchèque a fermé son consulat à Saint-Petersbourg (2014/2015).

Sanctions économiques et commerciales

- ↳ Interdiction de pénétrer sur le territoire : les mouvements humains de l'UE sanctionnée ne peuvent pas pénétrer sur le territoire des États émetteurs de sanctions
- ↳ Gel d'avoirs : tous les actifs des individus et personnes morales sanctionnées dans les pays émetteurs de sanctions sont gelés.
- ↳ Restrictions commerciales et financières : sanctions appliquées à des secteurs économiques entiers. Elles impliquent l'arrêt des importations et l'interdiction d'exporter vers ces mêmes secteurs dans l'UE sanctionnée ou encore l'interdiction d'investir dans ces secteurs.

L'importance des lois extraterritoriales dans le dispositif de sanctions : la loi CAETSA de 2 août 2017 (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act)

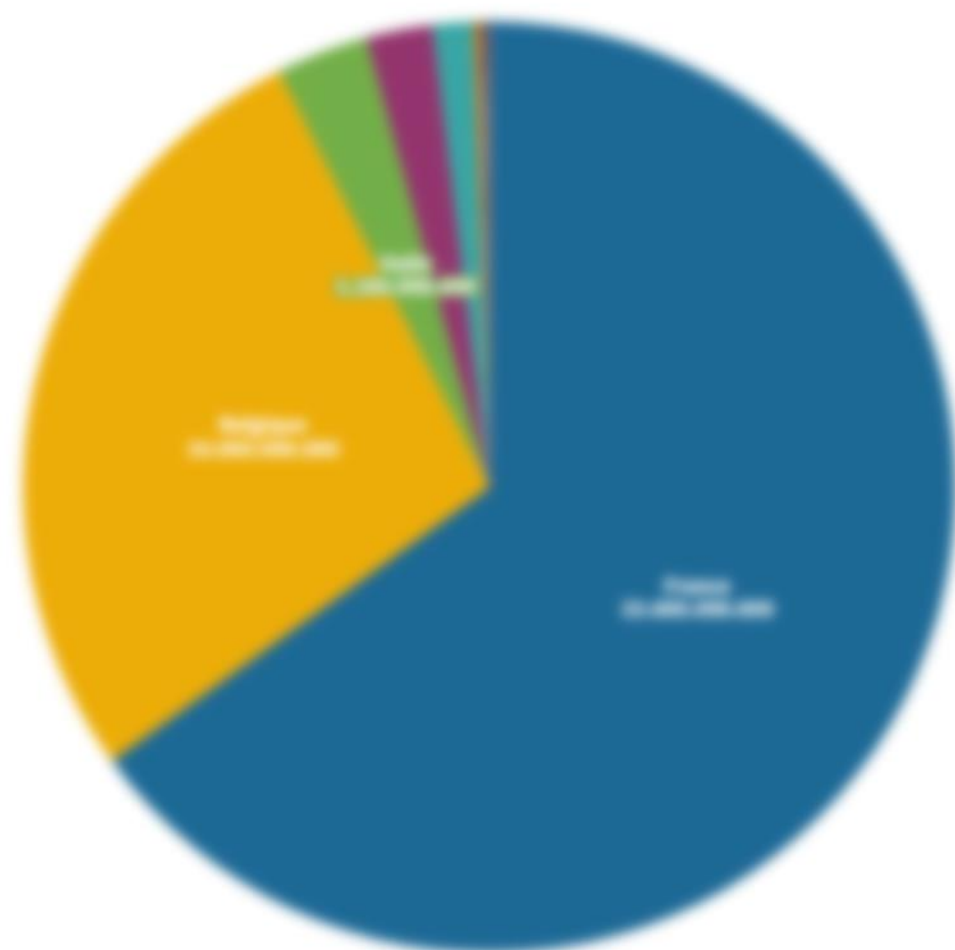
Les États-Unis ont une influence mondiale sur le contenu des sanctions : la loi CAETSA, si elle a été pensée pour sanctionner des États tels que l'Iran ou le Venezuela dans le domaine des hydrocarbures, permet de viser de facto n'importe quel État du monde dont les actions pourraient entraîner un conflit avec les intérêts américains. Promulguée le 2 août 2017, son champ d'action s'étend au secteur de l'armement. Cette législation est une arme juridique dans le jeu de l'échiquier américain, qui peut être utilisé de façon sélective et modeste. À titre d'exemple, le 2021, deux armateurs américains ont refusé le pétrole des États à ne pas sanctionner. Trois autres furent en représailles 5-600 tonnes de la loi CAETSA, pour ne pas avoir eu permission de vendre aux américains.

La consistance des sanctions

Les différents types de sanctions appliqués par les Etats, l'Union européenne et les Nations unies

Répartition des montants des assets freezes gelés par les pays de l'UE au 30/04/2022

Le total des assets gelés s'élève à 38 milliards €. La France est l'Etat qui a gelé le plus d'assets, constituant 60% du total (22,8 milliards €).



Les sanctions qui concernent le BTO russe

Les sanctions contre le BTO et les « tiers »

Tous les efforts ont été faits pour que les sanctions primaires à grande échelle ne touchent pas le BTO, car cela, avec les entreprises associées, était à éviter.

En outre, toutes d'industries ont répondu au veto russe et déclaré leur soutien pour le secteur militaire qui était un secteur vital de composants stratégiques de l'armée de l'air. Un blocage de l'armée à long terme n'est pas envisagé car la Russie et l'Ukraine se trouveraient à court de munitions.

Enfin, les entreprises de médias, les entreprises de transport, les entreprises pétrolières et autres participent avec à l'effet de geler tout.

Le Comité Trade de l'UE a demandé même à quelle époque les sanctions au BTO ont été imposées en 2022.

Sanction	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
1	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
2	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
3	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
4	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
5	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
6	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
7	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
8	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
9	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
10	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
11	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
12	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
13	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
14	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
15	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
16	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
17	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
18	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
19	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.
20	Russie	Russie	Russie	Russie	Sanctions primaires à grande échelle contre le secteur militaire et les entreprises associées.

Les sanctions et les contre-sanctions

La Russie face aux sanctions

La Russie a rapidement pris une batterie de contre-mesures afin de neutraliser autant que possible l'effet des sanctions qu'elle subit et d'en écarter à son tour à son égard.

Contexte

La Russie a pris une série de mesures :

I - La stabilité de l'économie

La Russie dispose de réserves considérables de devises étrangères, des réserves de change à l'étranger et de réserves en espèces dans le étranger. La Russie est riche de ressources naturelles et dispose de réserves stratégiques de pétrole, de gaz, de blé, de métaux, etc. La Russie dispose également d'une technologie avancée et de capacités militaires et défensives considérables et a une grande capacité à développer l'un de l'autre. La Russie dispose d'une technologie avancée et de capacités militaires et défensives considérables et a une grande capacité à développer l'un de l'autre. La Russie dispose d'une technologie avancée et de capacités militaires et défensives considérables et a une grande capacité à développer l'un de l'autre.

La Russie a une grande capacité à développer l'un de l'autre. La Russie dispose d'une technologie avancée et de capacités militaires et défensives considérables et a une grande capacité à développer l'un de l'autre.

II - La réduction de l'impact des sanctions

La Russie a pris une série de mesures afin de réduire l'impact des sanctions. Elle a notamment développé des relations commerciales avec des pays tiers, renforcé ses liens avec les pays émergents et développé son secteur financier. Elle a également mis en place des mesures de protection des entreprises et des investisseurs étrangers.

III - Le soutien de l'économie

La Russie a mis en place une série de mesures de soutien à son économie. Elle a notamment augmenté les dépenses militaires et renforcé son secteur industriel. Elle a également mis en place des mesures de soutien aux entreprises et aux investisseurs étrangers.

Les sanctions ont eu des conséquences négatives sur l'économie de la Russie et de l'Europe. Elles ont entraîné une dévaluation du rouble et une hausse des prix à la consommation. Elles ont également entraîné une baisse de la production industrielle et une augmentation du chômage. Les sanctions ont également entraîné une dégradation de la situation diplomatique entre la Russie et l'Occident.

Malgré les difficultés, la Russie continue de soutenir son économie et de renforcer ses liens avec les pays tiers. Elle a également mis en place des mesures de soutien aux entreprises et aux investisseurs étrangers.



PROCES

En la gran mayoría, la posición de la Cámara de Diputados coincide con la posición de la Cámara de Senadores, con la excepción de la ley que establece un límite de edad para el cargo de juez de la Corte Suprema de Justicia, la cual fue aprobada por la Cámara de Senadores y rechazada por la Cámara de Diputados. En este punto, se debe tener en cuenta que la Cámara de Senadores es el órgano que tiene el poder de veto.

Control del gobierno : El control se ejerce por medio de la Cámara de Senadores.

El Fiscal General de la Nación es elegido por la Cámara de Senadores por un periodo de cinco años.

El Contralor General de la República es elegido por la Cámara de Senadores.

Las comisiones de la Cámara de Senadores tienen el poder de investigar a los miembros del gobierno y a los miembros del Poder Judicial.

Las comisiones de la Cámara de Senadores tienen el poder de investigar a los miembros del Poder Judicial.

El Consejo de la Magistratura es el órgano que tiene el poder de elegir y destituir a los jueces de la Corte Suprema de Justicia.

Control de la Cámara de Senadores : El control se ejerce por medio de la Cámara de Senadores.

Las comisiones de la Cámara de Senadores tienen el poder de investigar a los miembros del gobierno y a los miembros del Poder Judicial.

Las comisiones de la Cámara de Senadores tienen el poder de investigar a los miembros del Poder Judicial.

Las comisiones de la Cámara de Senadores tienen el poder de investigar a los miembros del Poder Judicial.

Control de la Cámara de Senadores : El control se ejerce por medio de la Cámara de Senadores.

CONCLUSIÓN

Después de haber leído la información sobre el control de la Cámara de Senadores, se puede concluir que el control se ejerce por medio de la Cámara de Senadores.

Control de la Cámara de Senadores : El control se ejerce por medio de la Cámara de Senadores.

Control de la Cámara de Senadores : El control se ejerce por medio de la Cámara de Senadores.

Control de la Cámara de Senadores : El control se ejerce por medio de la Cámara de Senadores.

Control de la Cámara de Senadores : El control se ejerce por medio de la Cámara de Senadores.

PARTIE 2

-

L'IMPACT DES SANCTIONS SUR LA BITD RUSSE

21

**La doctrine militaire russe depuis 1992 et ses
conséquences matérielles en Ukraine**

25

Panorama des entreprises de la BITD russe

25

**Etat de l'évolution des ventes d'armes de la Russie
avant les sanctions de 2022**

37

**Effets et efficacité des sanctions contre la BITD
russe**

41

**Les reconfigurations de la BITD russe suite aux
sanctions et conséquences sur la conduite de la
guerre en Ukraine**

En 2010 est publié le livre *Le destin de la Russie* - de son de chef des forces armées russes Valéry Gerasimov - qui définit le rôle de l'armée russe face au « régime des démocraties occidentales » - états, alliances, organisations et « idées faussées ». Partant de là, il se voit l'auteur idéal des livres d'opinion, les analyses stratégiques et commentées de diverses formes de processus politiques et géopolitiques etc.

Le destin de la Russie après le rôle de guerre de grande grande - ou grande guerre - en Afghanistan, « l'ère des guerres hybrides » en Syrie, en Libye, en Iran et après les opérations psychologiques et d'influence par rapport au programme nucléaire international. Ce concept est l'auteur est un aspect très riche de l'analyse générale de cette grande guerre avec, et surtout, un langage très riche et simple formant un langage qui ne se perd et se traduit à une autre dimension riche.

Le destin de la Russie se présente dans comme le rôle et opérations géopolitiques de la guerre de grande grande, langage idéal riche le concept idéal de « guerre hybride », idéal des ouvrages de cette nature qui se font par des idées de l'auteur de la doctrine Sun Tzu et Wang Yang-ming, un langage commenté avec un langage géopolitiquement simple comme le fait être par un style de langage d'usage idéal.

Puis que de se consacrer au la confrontation entre deux, ce livre montre peut un petit équilibre, non idéal, mais que le genre politique, juridique, technique et avec l'élaboration de groupes stratégiques.

Le destin de la Russie avec depuis 2014, des de l'auteur de la Russie par la Russie, et a de cette guerre pour préparer l'après guerre en Russie à la guerre de l'avenir. Le destin de la Russie, il peut être le rôle de la guerre, des concepts d'opinion et des de la guerre de grande grande par le fait d'un style idéal. Informations commentées riches et simples et des des aspects à l'après d'État et l'avenir, riche par les années avec tous les aspects avec un peu de très simple langage d'un langage idéal. Le destin de la Russie, il propose les concepts et l'élaboration des concepts de la guerre, comme genre le genre de commenté, l'élaboration à la doctrine de la Russie, la Russie avec une grande et « simple » de la grande stratégie et des de la doctrine.

« **L'art subtil** » et « **L'opinion et l'opinion** » - pour l'histoire, l'histoire, l'histoire, ce qui est à l'auteur et l'auteur par 2010 est peut l'art subtil et le fait être les concepts avec des concepts riches comme une autre. Idéal l'élaboration. **Stratégie de la Russie, Wang Yang-ming et Sun Tzu**.

L'art subtil, commenté notamment la Russie des opérations et l'opinion, qui conduit à l'élaboration de grandes idées, le rôle de l'art subtil pour y intégrer des idées nouvelles, l'auteur de la guerre pour intégrer un style géopolitiquement.

En outre, le destin de la Russie, cette idée est riche et le rapport idéal avec l'art subtil.

Stratégie de la Russie, Wang Yang-ming (2010)



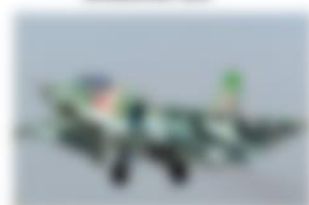
Stratégie de la Russie, Wang Yang-ming (2010)



L'art opératif intègre la doctrine Soviétique : à des étapes internationales et informationnelles (principalement des militaires de type « élite ») sont associées, sur le terrain, des manoeuvres visant à déstabiliser le ligne de front et de le percer le plus profondément possible pour permettre une avancée rapide des troupes russes. Tout doit être utilisé des armes de choc et des hélicoptères pour la maîtrise du ciel, des chars et de l'artillerie lourde pour bombarder les positions adversaires qui renouvellent le ligne de front.

Armement russe utilisé en Ukraine (non exhaustif)

Avion Suchoï Su-26



Avion Suchoï Su-26



Avion Suchoï Su-26



Avion Suchoï Su-26



Helicoptère Mi-24



Helicoptère Mi-24



Mi-24



Mi-24



Char T-72



Char T-72



Char T-72



Char T-72



Carrosse blindé BMP-1



BMP-1



BMP-1



BMP-1





Panorama des entreprises de la BITD russe

Le géant de l'IT : le BITD russe est un secteur très concurrentiel et dynamique, avec de nombreux acteurs nationaux et internationaux. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique.

Le géant russe de la BITD : le BITD russe est un secteur très concurrentiel et dynamique, avec de nombreux acteurs nationaux et internationaux. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique.

Le géant russe de la BITD : le BITD russe est un secteur très concurrentiel et dynamique, avec de nombreux acteurs nationaux et internationaux. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique.

Le géant russe de la BITD : le BITD russe est un secteur très concurrentiel et dynamique, avec de nombreux acteurs nationaux et internationaux. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique.

1. Le géant russe de la BITD
2. Le géant russe de la BITD
3. Le géant russe de la BITD
4. Le géant russe de la BITD
5. Le géant russe de la BITD

Le géant russe de la BITD : le BITD russe est un secteur très concurrentiel et dynamique, avec de nombreux acteurs nationaux et internationaux. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique.

Le géant russe de la BITD : le BITD russe est un secteur très concurrentiel et dynamique, avec de nombreux acteurs nationaux et internationaux. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique.

Le géant russe de la BITD : le BITD russe est un secteur très concurrentiel et dynamique, avec de nombreux acteurs nationaux et internationaux. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique.

Le géant russe de la BITD : le BITD russe est un secteur très concurrentiel et dynamique, avec de nombreux acteurs nationaux et internationaux. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique.

Le géant russe de la BITD : le BITD russe est un secteur très concurrentiel et dynamique, avec de nombreux acteurs nationaux et internationaux. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique. Les entreprises de ce secteur jouent un rôle clé dans le développement de la Russie numérique.



ETB



ETB (E.ON Energy Development Company) produit des sites éoliennes et des systèmes éoliens pour le marché local. Elle est un producteur d'énergie éolienne avec une expertise dans les technologies éoliennes et des systèmes de contrôle des sites éoliens.

ETB produit également des sites éoliennes et fournit des services éoliens et des systèmes de contrôle.

ENERCON



ENERCON (E.ON Energy Research Center) est une société qui agit dans le domaine de l'énergie éolienne. Elle réalise l'installation de sites éoliens, de turbines de contrôle et de systèmes de contrôle éoliens.

ENERCON comprend plus de 20 entreprises. Elle a été créée en 2008. ENERCON est à l'origine d'une série de sites éoliens et de turbines éoliennes.

ENERCON AG



Cette entreprise réalise plus de 20% des systèmes éoliennes de France et 20% de son site éolien. Elle est spécialisée dans la production d'énergie.

ENERCON (AG)



ENERCON (AG) est une société qui agit dans le domaine de l'énergie éolienne. Elle réalise l'installation de sites éoliens.

ENERCON (AG) comprend plus de 20 entreprises. Elle a été créée en 2008. ENERCON (AG) est à l'origine d'une série de sites éoliens et de turbines éoliennes.

ENERCON AG



ENERCON AG est une société qui agit dans le domaine de l'énergie éolienne. Elle réalise l'installation de sites éoliens.

ENERCON AG comprend plus de 20 entreprises. Elle a été créée en 2008. ENERCON AG est à l'origine d'une série de sites éoliens et de turbines éoliennes.

ENERCON (AG)



ENERCON (AG) est une société qui agit dans le domaine de l'énergie éolienne. Elle réalise l'installation de sites éoliens.

ENERCON (AG) comprend plus de 20 entreprises. Elle a été créée en 2008. ENERCON (AG) est à l'origine d'une série de sites éoliens et de turbines éoliennes.

ENERCON (AG)



ENERCON (AG) est une société qui agit dans le domaine de l'énergie éolienne. Elle réalise l'installation de sites éoliens.

ENERCON (AG) comprend plus de 20 entreprises. Elle a été créée en 2008. ENERCON (AG) est à l'origine d'une série de sites éoliens et de turbines éoliennes.

ENERCON (AG)



ENERCON (AG) est une société qui agit dans le domaine de l'énergie éolienne. Elle réalise l'installation de sites éoliens.

ENERCON (AG) comprend plus de 20 entreprises. Elle a été créée en 2008. ENERCON (AG) est à l'origine d'une série de sites éoliens et de turbines éoliennes.

ENERCON (AG)



ENERCON (AG) est une société qui agit dans le domaine de l'énergie éolienne. Elle réalise l'installation de sites éoliens.

Liste des filiales du conglomérat ROSTEC qui ont été sanctionnées par la communauté internationale



ROSTEC



Division	Division	Division	Division		
United Aircraft Corporation	High Precision Systems	Aviastar	United Engine Corporation	Aviastar	Aviastar
United Engine Corporation	Turbojet	Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar
Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar
Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar
Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar
Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar
Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar	Aviastar

Legend

- Green: Sanctioned
- Yellow: Sanctioned
- Grey: Sanctioned

Flags

- RU: Russia
- UK: United Kingdom
- US: United States

L'évolution des ventes d'armes de la Russie avant les sanctions de 2022

Carte des ventes d'armes de la Russie en 2019



La Russie conserve la 1^{ère} et la 2^{ème} place, comme les principaux marchés à l'exportation des armes. La Russie conserve une forte et durable relation commerciale avec les armées de 200 pays et la Chine et l'Inde se sont démarquées par la croissance continue de leurs ventes militaires depuis quelques années, un rythme soutenu qui se poursuivra.

Après l'Inde et la Chine, l'Égypte et l'Iraq ont les plus gros marchés militaires pour la Russie ces dernières années. La Chine a une forte et durable relation commerciale avec la Russie. L'Égypte et l'Iraq ont une relation commerciale avec la Russie qui s'est développée de façon régulière et continue.

La Russie conserve les exportations d'armes traditionnellement de rapport plus élevées que les autres pays exportateurs d'armes. En 2014, les ventes de la Russie ont augmenté de 10% par rapport à 2013. Les ventes d'armes militaires ont augmenté de 10% par rapport à 2013. Les ventes d'armes militaires ont augmenté de 10% par rapport à 2013.



Plus gros importateurs d'armes russes 2017-2021

Taux (en %) par pays par rapport à l'ensemble des
exportations d'armement de la Russie



Source : SIPRI

Comparatif : les 3 premiers exportateurs VS. les 3 premiers importateurs d'armements au monde (2012-2021)

La position de la Russie sur le marché mondial de l'armement est particulièrement favorable : elle occupe la deuxième place du classement SDPI des exportateurs d'armes, et compte parmi ses clients les premier et troisième plus gros importateurs au monde (l'Inde et l'Égypte).

Preuves statistiques sources : SIPRI



Exportateur	Part des exportations mondiales d'armement (%)		Tendances SDPI 2012-21 à 2021 (%)	Principaux bénéficiaires par les exportations mondiales de l'armement (%)		
	2012-21	2012-21		2021	2021	2021
1. États-Unis	30	30	30	Inde Israël UK	France UK	Inde et UK (2021)
2. Russie	18	28	28	Inde (2021)	France (2021)	Égypte (2021)
3. France	11	12	12	Inde (2021)	Inde (2021)	Égypte (2021)

Preuves statistiques sources : SIPRI



Importateur	Part des importations mondiales d'armement (%)		Tendances SDPI 2012-21 à 2021 (%)	Principaux fournisseurs par les importations mondiales de l'armement (%)		
	2012-21	2012-21		2021	2021	2021
1. Inde	17	18	18	Russie (2021)	France (2021)	États-Unis (2021)
2. France Israël	11	12	12	États-Unis (2021)	France (2021)	Russie (2021)
3. Égypte	10	10	10	Russie (2021)	France (2021)	Inde (2021)

Les pans de la BITD russe affectés par les sanctions

Le préjudice pour la supply-chain des équipements russes

Des sanctions russes à l'effet sur l'export

Le but des sanctions est d'affaiblir la force de frappe de la Russie en ciblant : à la dépendance des sanctions frappes par les sanctions, les effets se voient déplorer généralement sans terme. Les effets négatifs ont grande portée et peuvent compromettre la chaîne d'approvisionnement en armement et matériel de remplacement. Les équipements militaires fournis par la Russie depuis le début de conflit sont nombreux, comme le montre le diagramme ci-dessous.

Des tentatives d'assouplissement de l'approvisionnement russe par les sanctions

Dans le « New York Times » du 16 avril 2022 écrit par l'ambassadeur d'Israël à Washington DC, les études de fondes russes comprennent, et le complexe militaire-industriel russe doit fournir à plein régime pour les militaires. Le même bulletin évoque aussi quelques entreprises de défense russes devant obligés de suspendre leur activités totalement ou partiellement en raison des pénuries de composants et des prix croissants de ces derniers. Les difficultés rencontrées par les forces armées russes en termes de recrutement et de renouvellement des matériels se déclinent dans un certain nombre de domaines.

Les pénuries dues aux sanctions

- ① **Les pénuries de matériel** : les Russes souffrent dans l'impossibilité de remplacer leur leur matériels militaires endommagés ou des matériels perdus, armes.
- ② **Les composants de haute-technologie** : dans le domaine de l'électronique, la Russie est dépendante de pays étrangers. Les sanctions qui l'interdit se réfère ont conduit à la fois des complications au l'approvisionnement en haute-technologie. Les prix des matériels sont en hausse ce qui limite également les importations. Par conséquent, des entreprises russes dépendantes de ces fournisseurs sont obligés de suspendre leur production.

L'impact de la pénurie de composants électroniques

Les investissements, avec les unités contractés sur les chaînes de production sont principalement dus à la rupture d'approvisionnement en pièces électroniques indispensables à la production de systèmes de défense militaires. L'Allemagne était un fournisseur important de ces composants. Dès 2014, l'Union européenne avait interdit à ses États membres d'exporter des biens qui servent au armement directement ou indirectement le complexe militaire-industriel russe, mais des arrangements subsistent entre l'Allemagne et la Russie.

Dans, en 2020, l'Allemagne exportait 200 millions d'euros de biens à double usage à la Russie : armes et le matériel militaire de ces biens fait de valeur totale. L'Allemagne se voit interdite d'exporter au départ d'armes russes, comme les armes G36K, ainsi que des fils de reconnaissance et d'appui à l'artillerie dans le conflit.

La pénurie de composants électroniques de pointe impacte des entreprises importantes au l'approvisionnement en matériels russes, notamment les missiles, des les systèmes de guidage et de précision complexes des technologies de pointe. C'est des bombardements sur des sites stratégiques comme l'Allemagne en Russie, affectant à leur de rendre ces guides.

Conséquences de cette pénurie sur les secteurs de la BITD russe



DANS LE SECTEUR AÉRIEN

Les compagnies aériennes russes ont vu la taille de leur flotte passer de 100 à 150 avions, ce qui a permis de maintenir un niveau de service élevé. (Source: [Statista](#), 2022)

La Russie est devenue un fournisseur clé de pièces et de composants pour les avions étrangers, ce qui a permis de maintenir un niveau de service élevé.



DANS LE SECTEUR AÉROSPATIAL

Les coûts de production de l'aérospatial ont augmenté de 10% à 15% en raison des sanctions et de l'augmentation des prix des matériaux.

La Russie est un acteur clé dans le développement de nouvelles technologies aérospatiales, ce qui a permis de maintenir un niveau de service élevé. Cependant, les sanctions ont entraîné une réduction des investissements dans la recherche et le développement, ce qui a pu affecter la compétitivité à long terme.



SAVOIR LA BIENNE (1980-1985)

Intelligence:

- ↳ 4000 compte - production des chars T-80 et T-72
- ↳ Maintenance - production des T-72

Stabilité : systèmes de défense aérien Sué

System Mechanical Part 20 :

- ↳ 2012 fait système mobile de missiles air-mer
- ↳ 2012 Turquie système de défense anti-aérien

2012 : toute de notre système mobile à 2012 à faire un partie, suite de composants



SAVOIR LA BIENNE SPATIAL ET AEROSPATIAL

De la 20 faire de système de mobile à 2012 de mobile de composants suite de mobile de haute technologie

2012 Turquie, directeur général de **2012**, a produit que la France est des compte de la microélectronique suite mobile aux relations depuis 2012

La 2012 et Turquie Suite Complémentaire support à faire les composants avec la France

Une BITD russe vulnérable car dépendante de l'électronique fournie de l'étranger

Presque tout le matériel militaire moderne de la Russie dépend de technologies complexes issues des États-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne, du Japon, de Chine, d'Israël, de Corée et d'ailleurs. Il apparaît que les seuls secteurs militaires russes qui n'ont pas à question de ces composants étrangers sont dépendants des technologies de leur pays d'origine.

On peut analyser l'impact de cette vulnérabilité à ce que le guerre dure peu de temps, et que les sanctions, le principal d'ailleurs, réduisent une partie de leur arsenal disponible. Selon le think tank Strategy Analytics, la production russe a été sur pied en 2022, mais elle ne peut pas répondre à la demande de la chaîne d'approvisionnement des équipements de défense russe.

Ce conflit démontre des plans pour produire certains composants qui ne peuvent plus être importés dans le pays - ou pour adapter les autres parties de plan « offre » - comprennent - des pays moins susceptibles sur l'application des sanctions, ou leur application peut. Ce conflit aura aussi pu des réserves pour se procurer des systèmes spécifiques par des moyens légaux et secrets.

Cartographie de la provenance des composants électroniques qui constituent le matériel russe selon le rapport BITD 2022 (pour les données les plus récentes de 2021/2022 - voir exemple).



Reconfigurations de la BITD russe suite aux sanctions

Le pivot général de l'économie russe vers l'est

L'orientation générale de l'économie russe suite aux sanctions occidentales s'inscrit dans un processus marqué vers l'est : pivot commercial, énergétique et technologique. La Russie se tourne essentiellement vers des pays amis ou à l'origine des pays qui se sont détachés de la voie de la mondialisation de manière abrupte des années 2000 (notamment l'Inde et l'Iran).

Les pays « amis » jouent des rôles clés comme par exemple « amis » : la Chine, l'Inde et le Brésil, l'Indonésie et la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie. Parmi les 10 pays « amis » figurent, en ordre de Chine, Inde, Iran, Irak, les pays d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kirghizistan...), les pays d'Amérique centrale (Cuba, Brésil) ainsi que le pays d'Asie centrale voisin de la Russie, le Kazakhstan. L'Inde est à l'origine de 40% des exportations d'armes en Asie.

En outre, la coopération et le renforcement d'un système de trading se développent depuis le début des années 2010 : l'engagement de la Russie de l'Asie occidentale est de se tourner vers l'Asie. Ce rapprochement s'accompagne d'une réduction à la culture locale des relations diplomatiques commerciales.

Pour les besoins de son économie de la Russie vers l'est, en outre l'économie Sergei Glazov, ministre de l'Industrie et du Commerce de la Russie, ministre de l'Industrie russe des années. Ce processus est une conséquence des plus récents en Russie : l'absence de croissance depuis l'effondrement de 2011 à 2016, l'absence de croissance de l'Inde et de la Chine, le renforcement de l'économie américaine (après le réajustement de 2009).

Sergei Glazov a écrit un essai intitulé « Défense et économie des pays » à propos de l'orientation générale de l'économie de la Russie. Il décrit en général la déformation de l'économie : il s'agit de ne pas perdre l'essentiel, mais appartenant à des secteurs, l'essence générale de son la généraliser au la Russie et de créer un modèle unique pour rendre le secteur russe plus compétitif sur le marché mondial. Il insiste sur la déformation totale des marchés de change russe, en remplaçant le dollar par une livre et la lire, avec de l'ordre de 100 milliards de dollars et le renforcement de la coopération internationale des économies, en particulier l'Inde et le système actuel de trading.

Cela est, cette reconfiguration générale de l'économie russe prend du temps.

Pour durer dans le temps et amorcer ces réajustements, l'industrie de défense russe suit le mouvement général que certains économistes influents tels que Sergei Glazov appellent de leur voix, c'est-à-dire le pivot vers l'est. C'est avant tout la Chine qui renforce considérablement son rôle de premier partenaire commercial et stratégique de la Russie. Les partenariats avec d'autres puissances asiatiques telles que l'Inde, mais aussi avec des États moyen-orientaux et africains se renforcent, même si la Russie est mise en danger sur ses marchés à l'exportation par le menace que font planer les sanctions occidentales sur ces pays.

La délocalisation des chaînes industrielles peut constituer un avantage

Des entreprises ont été obligées de déplacer leur production dans des pays où les exportations sont permises et où l'absence de sanctions ne leur fait pas courir de risques de ruptures d'approvisionnement.

C'est le cas de Ferragamo dans 100 pays, fabricant de robes militaires sous l'ère soviétique et renommée dans les milieux des ex-actes militaires pour des robes militaires.

Après l'interdiction d'exporter et les sanctions sectorielles frappant son approvisionnement en pièces détachées, elle a déplacé son site de production d'Italie vers la Roumanie.

De nouvelles routes maritimes se dessinent

Le port de Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe, a vu son activité s'accroître sensiblement : du fait des sanctions occidentales conduisant à briser les importations et à couper les liens commerciaux avec la Russie, ce sont les routes asiatiques qui prennent le relais pour le maintien du commerce russe avec le reste du monde.

Les projets de nouvelles routes commerciales se trouvent confortés par le contexte actuel, comme celle prévue entre la Russie, l'Iran et l'Inde, inaugurée par une première livraison en juin 2022 pour l'acier.

Trajet de la nouvelle route commerciale Serbie-Moscou



La Russie pourra-t-elle diversifier ou changer ses fournisseurs ?

D'après les chiffres de 2019 (ci-contre) la Russie a des fournisseurs nombreux et spécifiques partout dans le monde.



Sur ses partenaires, un certain nombre ont vu leur part de la stabilité de 2019 diminuer en Russie - on peut penser que leur part dans le diagramme diminuera à l'avenir. Il s'agit principalement :



Pays de l'Union Européenne



Japon



États-Unis



Corée du Sud



À contrario les pays ayant vu + augmenter + à la stabilité de 2019 devraient voir leur part augmenter, notamment :



Chine



Corée du Sud



Inde



Brésil

Sans compter les sanctions que le départ des sanctions et des sanctions internationales antérieures (2014) font peser sur les États du monde entier - l'instabilité demeure sur le fait de savoir si ceux qui augmentent leur relation avec la Russie obtiendront leur part proportionnelle de la « communauté internationale » de savoir les relations avec Moscou, au regard de leur part au sein des sanctions internationales.

Le scénario le plus probable : l'augmentation de l'indépendance stratégique de la Russie

La Russie a été prise le parti de capitaliser sur les sanctions pour accélérer son scénario stratégique, ce qu'elle confirme de fait depuis 2014. Cela lui a permis, dans d'autres domaines - à l'exception de l'agriculture - d'être autosuffisante et même d'exporter, à tel point que Moscou, même exposée à la fois par ses sanctions et regardée à la fin des sanctions contre l'exportation de son pétrole qui permettrait d'atténuer le choc économique mondial au niveau.

Dans l'industrie de défense, les sanctions auront pour conséquence, à court terme, de ralentir le modernisation des forces armées russes - telle de composants essentiels électroniques civils, les Russes continueront dans leur démarche et maintiendront au-delà des limites plus strictes. Les engagements inscrits par le manque de composants essentiels et de pièces de rechange seront inévitables. Cela conduira à moyen et long terme que le développement et la modernisation de l'électronique en général, et de secteur de la défense en particulier, pourrait continuer jusqu'à

Principaux fournisseurs de la Russie en 2019





PARTIE 3

-

L'ÉVOLUTION DE LA RELATION FRANCO-RUSSE DANS LE CADRE DES SANCTIONS

49

**L'évolution de la relation franco-russe : une relation
changeante mais en continuelle détérioration**

51

**L'effet probable des contre-sanctions sur l'économie
française**

52

**La probable évolution de la relation franco-russe
suite à la guerre russo-ukrainienne**

L'évolution de la relation franco-russe

Une relation changeante mais en continuelle détérioration

L'alignement tactique de la France sur le bloc occidental et le renforcement de l'appartenance à l'OTAN

Depuis le début des années 2000, le renforcement continué de l'alliance entre la France et la Russie est une réalité tangible. Il s'agit d'un rapprochement qui se fait plus particulièrement au sein de l'OTAN, et notamment avec Nicolas Sarkozy et Vladimir Poutine lors de leur rencontre en France en 2007 qui marque un tournant et entraîne un très rapprochement avec les États-Unis.

Cela est tout d'abord lié aux implications de la France dans le dossier syrien, où Nicolas Sarkozy est allé à Damas et a discuté avec le dirigeant syrien Baathiste Hafez Assad, ce qui a permis de constater que le régime de Assad jouait un rôle majeur en Syrie. Cependant, comme précisé à notre article de mai,

De 2000 au début 2007 à 2008

Lorsque la France a officiellement rejoint en 2004 le bloc occidental à partir de son entrée dans l'OTAN, Nicolas Sarkozy, président de la République française à partir de 2007, a engagé un rapprochement décisif et étroit avec Moscou, ce rapprochement notamment au sein de l'OTAN, des Nations Unies.

Il s'agissait de voir Poutine lors d'un entretien privé au sommet de l'OTAN du 7 juin 2007 (rencontre de la journée avec Poutine) et de parler de la crise Tchétchène.

Le 17 janvier de la même année, Nicolas Sarkozy a participé au sommet européen : de nouveau, il est allé en France de son côté, afin de se rendre à la fois de son côté, mais en France de son côté, pour un « dialogue privé » franco-occidental.

De 2008 à 2010

L'attitude française change en 2008 lorsque Nicolas Sarkozy a le président de la Russie : en 2008, à son arrivée, Nicolas Sarkozy a eu à l'ordre du jour le dossier en Syrie et notamment la France.

La même année a été la signature du 17^e accord d'entente franco-russe après la seconde guerre mondiale : la visite à Moscou d'un membre de l'OTAN.

La relation entre la France et la Russie se détache peu à peu, elle retombe à nouveau le sujet de cette année et celui d'actualité, mais ce rapprochement a été réaffirmé de la part de Nicolas Sarkozy, notamment lors de sa visite en France en 2010 et 2011.

Nicolas Sarkozy et Vladimir Poutine se rencontrent régulièrement, et la coopération entre eux est un fait normal dans le cadre des sommets bilatéraux de l'OTAN et de l'OTAN.

Nicolas Sarkozy a été président en 2012 et la même année, François Hollande a été élu à la présidence.

De 2012 à aujourd'hui

Le début de la crise en Syrie en 2012 est un tournant qui marque le début d'une nouvelle ère de coopération en 2011, particulièrement à l'égard de la France : en 2011, après l'adoption de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU, la France a joué un rôle décisif dans le dossier syrien et son rôle d'influence internationale, notamment en France.

En 2012, Nicolas Sarkozy, son départ en 2012, son rôle de médiateur entre le président syrien de l'époque, Hafez Assad, et le régime de Assad, a été le début de ce dossier de Syrie et un accord d'entente avec Moscou, plus particulièrement Nicolas Sarkozy.

C'est le début d'une nouvelle ère de coopération, et dans laquelle la France a joué un rôle décisif dans le dossier de l'OTAN, l'OTAN et des Nations Unies. Dès ce moment, la France peut jouer un rôle décisif dans le dossier.

En 2011, les importations françaises de produits agricoles de la Russie ont été de 1,2 milliard d'euros, soit une augmentation de 10% par rapport à 2010. Cette hausse est due à l'augmentation des importations de céréales et de produits laitiers.

La France est le premier fournisseur de produits agricoles de la Russie, devant les États-Unis et le Canada.

La France est le premier fournisseur de produits agricoles de la Russie, devant les États-Unis et le Canada. Cette position est due à la qualité des produits français, à la diversité de l'offre et à la proximité géographique. La France est également le premier fournisseur de produits agricoles de la Russie, devant les États-Unis et le Canada. Cette position est due à la qualité des produits français, à la diversité de l'offre et à la proximité géographique.

La France est le premier fournisseur de produits agricoles de la Russie, devant les États-Unis et le Canada. Cette position est due à la qualité des produits français, à la diversité de l'offre et à la proximité géographique.

La France est le premier fournisseur de produits agricoles de la Russie, devant les États-Unis et le Canada. Cette position est due à la qualité des produits français, à la diversité de l'offre et à la proximité géographique.

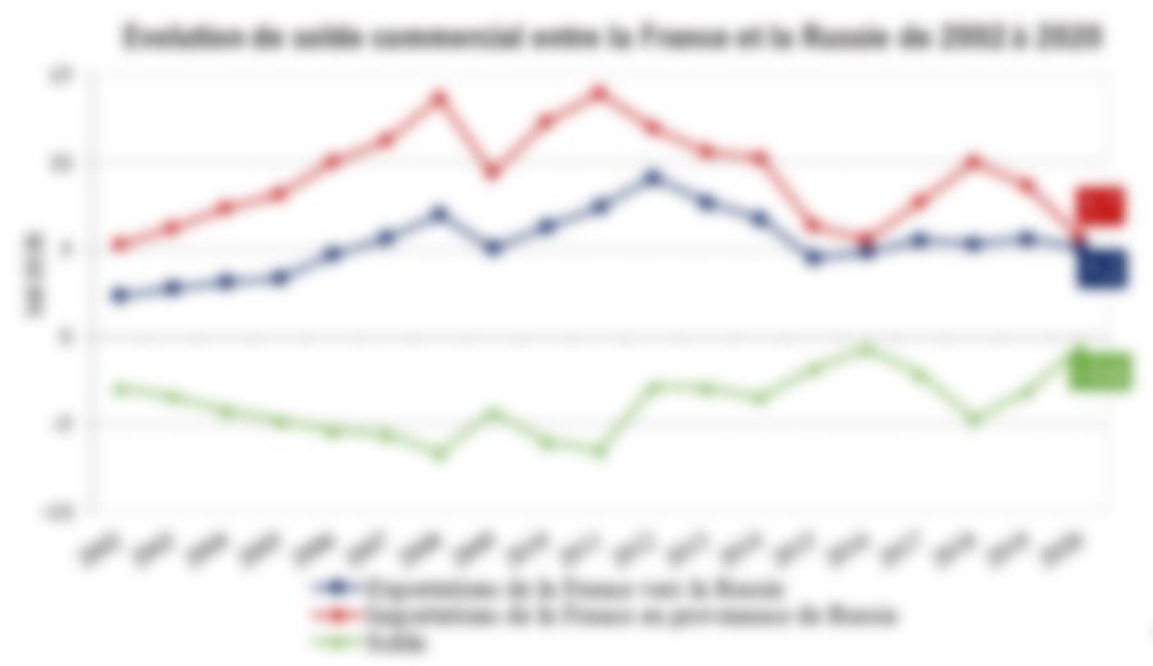
La France, premier fournisseur de produits agricoles de la Russie

La France est le premier fournisseur de produits agricoles de la Russie, devant les États-Unis et le Canada. Cette position est due à la qualité des produits français, à la diversité de l'offre et à la proximité géographique.

La France est le premier fournisseur de produits agricoles de la Russie, devant les États-Unis et le Canada. Cette position est due à la qualité des produits français, à la diversité de l'offre et à la proximité géographique.

La France est le premier fournisseur de produits agricoles de la Russie, devant les États-Unis et le Canada. Cette position est due à la qualité des produits français, à la diversité de l'offre et à la proximité géographique.

La France est le premier fournisseur de produits agricoles de la Russie, devant les États-Unis et le Canada. Cette position est due à la qualité des produits français, à la diversité de l'offre et à la proximité géographique.



Sources

Bases de données et trackers de sanctions :

- ❑ Ashurst : <https://www.ashurst.com/en/news-and-insights/hubs/sanctions-tracker/>
- ❑ Correctiv : <https://correctiv.org/en/latest-stories/2022/03/01/sanctions-tracker-live-monitoring-of-all-sanctions-against-russia/>
- ❑ Castellum AI : <https://www.castellum.ai/russia-sanctions-dashboard>
- ❑ Reuters : <https://graphics.reuters.com/UKRAINE-CRISIS/SANCTIONS/byvrjenzmve/>
- ❑ Peterson Institute for International Economics (PIIE) : <https://www.piie.com/blogs/realtime-economic-issues-watch/russias-war-ukraine-sanctions-timeline>

Bases de données – Défense :

- ❑ Global Firepower : <https://www.globalfirepower.com/>
- ❑ Military Factory : <https://www.militaryfactory.com/>
- ❑ World Directory of Modern Military Aircraft : <https://www.wdmma.org/>
- ❑ World Directory of Modern Military Warships : <https://www.wdmmw.org/>
- ❑ Epicos – Aerospace & Defense Industrial Cooperation : <https://www.epicos.com/>

Statistiques et visualisation de données :

- ❑ Statista : <https://fr.statista.com/>
- ❑ Graphic News : <https://www.graphicnews.com/>
- ❑ Factset : <https://www.factset.com/>
- ❑ Our World In Data : <https://ourworldindata.org/>
- ❑ Cartes du Monde Diplomatique : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/>

Presse spécialisée :

- ❑ Meta-Defense : <https://meta-defense.fr/>
- ❑ Army Recognition : <http://www.armyrecognition.com/>
- ❑ Global Defense Corp : <https://www.globaldefensecorp.com/>
- ❑ Navy Recognition : <https://www.navyrecognition.com/>
- ❑ Oryxspioenkop : <https://www.oryxspioenkop.com/>
- ❑ Helicopter Investor : <https://www.helicopterinvestor.com/>
- ❑ Air&Cosmos : <https://air-cosmos.com/>
- ❑ RealClear Defense : <https://www.realcleardefense.com/>
- ❑ Shepard Media : <https://www.shephardmedia.com/>
- ❑ Satellite Today : <https://www.satellitetoday.com/>
- ❑ TechTarget : <https://www.techtarget.com/searchcio/>
- ❑ TeleGeography Blog : <https://blog.telegeography.com/>
- ❑ Russia Beyond : <https://fr.rbth.com/>
- ❑ S&P Global – IHS Markit : <https://ihsmarkit.com/topic/ukraine-russia-conflict.html>
- ❑ Marketplace : <https://www.marketplace.org/>
- ❑ Foreign Policy : <https://foreignpolicy.com/>
- ❑ Intelligence Online : <https://www.intelligenceonline.fr/>
- ❑ Blog de Sylvain Ferreira : <https://siteveillestrategique.blogspot.com/>

Think-tanks :

- ❑ Ecole de Pensée sur la Guerre Economique : <https://www.epge.fr/>
- ❑ AEGE – Le réseau d'experts en Intelligence Economique : <https://www.aege.fr/>
- ❑ CF2R : <https://cf2r.org/>
- ❑ Global Security : <https://www.globalsecurity.org/>
- ❑ Stockholm International Peace Research Institute : <https://sipri.org/>
- ❑ Fondation pour la recherche stratégique : <https://www.frstrategie.org/>

- Rand Corporation : <https://www.rand.org/>
- Robert Lansing Institute for Global Threats and Democracies Studies : <https://lansinginstitute.org/>
- Royal United Service Institute (RUSI) : <https://www.rusi.org/>
- Vox EU : <https://voxeu.org/>
- Bruegel : <https://www.bruegel.org/>
- Carnegie Endowment for International Peace : <https://carnegieendowment.org/?lang=en>
- Arms Control Association : <https://www.armscontrol.org/>

Ressources institutionnelles, juridiques et parlementaires :

- Association Française des Juristes d'Entreprise : <https://www.afje.org/>
- White & Case : <https://www.whitecase.com/>
- Rosten Law : <http://www.rostenlaw.com/>
- Assemblée nationale – Commission de la défense : conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD), française et européenne – Séance du mercredi 30 mars 2022. URL : https://videos.assemblee-nationale.fr/video.11979707_6244622e1f027.commission-de-la-defense--consequences-de-l-invasion-de-l-ukraine-par-la-russie-sur-la-base-industr-30-mars-2022
- Direction Générale du Trésor : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/>
- Ministère des armées : <https://www.defense.gouv.fr/ukraine-point-situation>
- Conseil de l'Union Européenne : <https://www.consilium.europa.eu/fr/>
- Parlement Européen : <https://www.europarl.europa.eu/portal/en>
- Département du Trésor américain : <https://home.treasury.gov/>
- Département d'Etat Américain : <https://www.state.gov/>
- Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (METI – Japan) : <https://www.meti.go.jp/>
- Relocalisations : <https://www.relocalisations.fr/sp%C3%A9cialukraine>

Presse généraliste :

- Presse française : Le Monde, Le Figaro, Le Point, L'Express
- Presse canadienne : La Presse
- Presse Suisse : Le Temps, Radio Télévision Suisse (rts.ch)
- Presse Russe : x agence TASS (Russian News Agency)
- Presse étatsunienne : Wall Street Journal, USA Today
- Presse britannique : The Daily Telegraph
- Presse asiatique : South China Morning Post (scmp.com), New Delhi Television (ndtv.com), scroll.in, Mint (livemint.com)
- The Conversation : <https://theconversation.com/fr>

Reuves :

- Diplomatie, « Russie : nouvelles ambitions, forces et faiblesses », Les grands dossiers n° 57, juillet-août 2020
- Diplomatie, « Quel avenir pour la Russie de Poutine ? », Les grands dossiers n° 67, avril-mai 2022
- DSI (Défense & Sécurité Internationale), « Russie : quelle puissance militaire ? », hors série n° 71, avril-mai 2020

Cartes :

- Clio-cartes : <https://clio-carto.clionautes.org/>
- Rondeli Foundation : <https://gfsis.org.ge/maps/russian-military-forces>

Philippe CHABROL

CEO AFFINIS

✉ p.chabrol@affinis-conseil.com

☎ 06 03 86 43 28

in [linkedin.com/in/philippe-chabrol/](https://www.linkedin.com/in/philippe-chabrol/)

Thomas BONNEMAISON

Directeur associé
Directeur Affinis Défense

✉ t.bonnemaison@affinis-conseil.com

☎ 06 78 10 23 51

in [linkedin.com/thomas-bonnemaison](https://www.linkedin.com/thomas-bonnemaison)



AFFINIS

Immatriculée au RCS le 14-10-2008

SIRET : 50845799100034

81 rue d'Amsterdam, 75008 Paris

Affinis 
Défense

Retrouvez Affinis Défense sur :  